

PRÉFET DE LA SARTHE

Préfecture
Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

Arrêté n° DCPPAT 2019-0195 du 28 AOÛT 2019

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société AGRIAL à DANGEUL
Mise en demeure

Le Préfet de la Sarthe
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 21 décembre 1988 à la société coopérative agricole départementale de la Sarthe pour l'exploitation d'un silo à céréales sur le territoire de la commune de DANGEUL – Les petites Royeries – encadrant l'exploitation d'installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées, et notamment son article 5-B-4 qui dispose que les locaux doivent être débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois et les machines ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant délivré le 22 octobre 2009 à la société AGRIAL ;

Vu le courrier de donner acte du 7 avril 2015 mettant à jour les rubriques pour lesquelles l'installation est classée ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 juillet 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite du 11 juillet 2019, l'inspectrice de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté que les cellules de grains humides et le séparateur de grains humides au niveau 5 présentaient un empoussièrément important ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 5-B-4 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1988 susvisés ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AGRIAL de respecter les dispositions de l'arrêté susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier en date du 18 juillet 2019 et que celui-ci y a répondu par un courrier en date du 7 août 2019 ;

Sur proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La société AGRIAL exploitant une installation de stockage de céréales sise Les petites Royeries, sur la commune de DANGEUL, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5-B-4° de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1988, en procédant dès la notification du présent arrêté, à un nettoyage des cellules de grains humides et du séparateur de grains humides du niveau 5. Des photos ainsi qu'une copie du registre de nettoyage attestant des opérations effectuées seront fournies sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

ARTICLE 2 : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1, dans les délais fixés à l'article 1.

ARTICLE 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris, à l'encontre des exploitants les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

ARTICLE 4 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télérécourse citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément à l'article R171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'Etat dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le sous-préfet de l'arrondissement de LA FLECHE, le maire de DANGEUL, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées et le commandant du groupement de gendarmerie de la Sarthe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

Pour le Préfet,
la directrice de cabinet

Adeline SAVY